



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Avenir de l'industrie

Question au Gouvernement n° 1011

Texte de la question

AVENIR DE L'INDUSTRIE

Mme la présidente . Avant de lui donner la parole, je suis heureuse, en votre nom à tous, de souhaiter la bienvenue dans cet hémicycle à M. Lionel Duparay, devenu le 13 novembre député de la cinquième circonscription de Saône-et-Loire. (*Applaudissements.*) Cher collègue, vous avez la parole.

M. Lionel Duparay . Merci, madame la présidente. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

M. Patrick Hetzel . Quelle surprise, il le connaît ? (*Sourires.*)

M. Lionel Duparay . Il y a vingt ans, lorsque j'étais étudiant ingénieur à l'École nationale supérieure d'arts et métiers, à Cluny, on nous a enseigné et fait pratiquer le tournage, le fraisage, la forge, la fonderie, la mécanique, tout en y associant les nouvelles technologies ; on nous inculquait également la fierté qu'a la France de son industrie. En tant que salarié, j'ai connu en 2006 l'offre publique d'achat hostile de Mittal Steel sur Arcelor ; en 2014, salarié et militant syndical, j'ai assisté à la vente forcée d'une grande partie d'Alstom. Dans les deux cas, il s'agissait d'une perte de souveraineté française et européenne.

M. Stéphane Peu . Merci, Emmanuel Macron !

M. Lionel Duparay . Vous avez récemment rappelé avec force l'importance, pour mieux protéger nos filières industrielles, d'une forme de préférence européenne, puisque certains pays non européens subventionnent massivement leur propre industrie, imposent des normes bien plus faibles et appliquent leurs lois au-delà de leurs frontières. Sans oublier, bien entendu la folie fiscale qui, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026, conduit à alourdir encore la charge de nos entreprises - lesquelles assument déjà l'une des fiscalités les plus lourdes d'Europe -, au moment même où elles doivent investir, innover, recruter, pour résister et se développer sur le marché mondial. (*Mme Justine Gruet applaudit.*)

Aucune grande entreprise ne s'est développée sans trouver sur son propre sol un équilibre économique, des soutiens, un terreau fertile. Certes, il convient de partager la valeur créée, mais si nous asséchons la création de la valeur, nous n'aurons plus à partager que nos larmes ! Aussi, comment le gouvernement entend-il à court, moyen et long terme mettre en cohérence les orientations que vous défendez, que nous soutenons, en faveur de la préférence européenne, afin de protéger durablement notre industrie, nos emplois, notre souveraineté économique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – M. Christophe Blanchet applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

M. Sébastien Martin, ministre délégué chargé de l'industrie . Vous l'avez dit, monsieur le député, le monde a changé ; au niveau européen, sous l'impulsion de notre pays, les choses changent également. Lorsque la

surproduction d'acier asiatique représente cinq fois le marché européen, il est nécessaire – c'est ce qu'a obtenu la France – que des clauses de sauvegarde protègent notre industrie européenne. Jean-Noël Barrot le rappelait hier, l'impulsion du gouvernement français a de même été décisive en matière de ferroalliages ; je tiens à rappeler la mobilisation sur ces sujets de Virginie Duby-Muller, Émilie Bonnivard, Marie-Noëlle Battistel, Olga Givernet, hier encore au téléphone avec mes équipes.

Il faut se protéger ; il faut aussi faire ce que font les autres continents, c'est-à-dire instaurer une préférence européenne, avoir une part de contenu local. Si nous affirmons bien évidemment la possibilité d'ajustements, il doit y avoir en face, je le répète, un contenu local, une valeur ajoutée forte de nos produits, un accès au soutien public, aux subventions, favorisé. En outre, vous l'avez évoqué, il faut aux entreprises une trajectoire budgétaire et fiscale lisible.

M. Fabrice Brun . La stabilité fiscale !

M. Sébastien Martin, *ministre délégué* . Nous avons décidé de reprendre la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Ceux qui hurlent à droite ou à gauche, à l'extrême droite, à l'extrême gauche...

M. Laurent Alexandre. Il n'y a pas d'extrême gauche ici !

M. Sébastien Martin, *ministre délégué*auraient mieux fait de ne pas s'associer pour faire peser sur nos entreprises 34 milliards d'impôts supplémentaires ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR ainsi que sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR.*) Lorsque je les entends parler d'énergie, je me souviens – n'est-ce pas, cher Roland Lescure ? – qu'en 2017, Mme Le Pen déclarait que le nucléaire était une énergie dangereuse. Lorsqu'il s'agit de défendre l'industrie française et européenne, la constance se trouve sur nos bancs, certainement pas aux extrêmes ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Lionel Duparay](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (5^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1011

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 novembre 2025